

OPINIONS **CHAMPS LIBRES****Le Sénat et Benalla : la revanche du vieux monde en cravate**

ANALYSE

Guillaume Perrault

gperrault@lefigaro.fr

Sénat a pour racine le mot latin *senex* qui signifie « vieillard », synonyme, dans l'Antiquité, d'expérience, de sagesse et de mesure. L'antithèse du nouveau monde d'Emmanuel Macron et des siens, en somme, fondé sur la jeunesse, la présomption et le dédain de tout ce qui le précéda (jusqu'à ce que le choc des « gilets jaunes » rende l'Élysée et la majorité plus gracieux). La curiosité et la considération que les Français marquent à l'égard de la commission d'enquête du Sénat sur l'affaire Benalla, dont on connaît les sévères conclusions, sont ainsi de grand intérêt.

Qui eût cru, voilà encore un an, que la majorité de l'opinion, bien au-delà des familles de pensée irréductiblement hostiles à Macron, s'enticherait des

sénateurs Philippe Bas et Jean-Pierre Sueur, qui paraissent sortis d'un film en noir et blanc des années 50 ? Maintien, langage châtié, précision des questions, habileté : le Français en redemandait et ne ratait aucune retransmission des auditions sur Public Sénat. « Avoir de la tenue, quand même, c'est important. Ça nous change », marmonnait le téléspectateur, qui redécouvrait le charme discret des costumes austères et des tempes grisonnantes.

Certes, on eût aimé que le Sénat, jadis, manifestât la même hardiesse envers le pouvoir en des occasions infiniment plus graves, comme les barbouzeries anti-OAS au début des années 60 ou le drame du sang contaminé révélé par la presse en



1991. Au regard de ces scandales, l'affaire Benalla paraît une facétie de première communiant. Mais le discours exclusivement moral anesthésie le sens des proportions. Or Macron, pendant la présidentielle, a flatté le goût des contemporains pour la transparence, comme si l'on pouvait purifier le pouvoir de sa part d'ombre sans le mutiler. Et une fois que la guillotine de la vertu est en place, difficile de la démanteler. Sous la Révolution, Danton œuvra ainsi pour la création du tribunal révolutionnaire qui devait l'envoyer à l'échafaud l'année suivante. Et, aujourd'hui, voilà le chef de l'État poursuivi par le Golem de la morale qui lui avait permis, en son temps, de se débarrasser de François Fillon. Décidément, il y a une maladresse des habiles, comme l'observait Mauriac.

Puisque l'air du temps réclame une vie politique vertueuse, pour le meilleur et surtout pour le pire, il est donc logique que le Sénat, refuge de l'indépendance parlementaire, s'enhardisse, tienne tête à l'Élysée et mette en cause la véracité des déclarations sous serment du directeur de cabinet et du secrétaire général de la présidence. Il y a là comme un écho très atténué du pouvoir judiciaire reconnu à la Haute Assemblée de la Restauration à la III^e République, lorsqu'elle se constituait en Haute Cour. Victor Hugo, pair de France sous la monarchie de Juillet, a laissé de passionnants témoignages, dans *Choses vues*, sur ces procès. Sous la V^e République, le Sénat s'était déjà opposé de front à l'hôte de l'Élysée en 1962. Il avait alors pris la tête

- en vain - des opposants à l'élection du président au suffrage universel direct. En 1971, c'est encore le président de la Chambre haute qui saisit le Conseil constitutionnel de la loi Marcellin, lui permettant de s'émanciper du rôle étroit qu'il exerçait jusqu'alors.

Autant de faits historiques oubliés par l'exécutif, ou jugés par lui sans intérêt, lorsque la commission d'enquête sénatoriale s'est constituée le 23 juillet dernier. Les Français ont perçu, chez les proches collaborateurs du président auditionnés au Palais du Luxembourg, la conviction qu'il ne pouvait rien leur arriver de fâcheux. Et, à mesure qu'ils passaient sur le gril, asticotés par Bas et Sueur, on ne pouvait s'empêcher de songer au livre du journaliste américain David Halberstam, *On les disait les meilleurs et les plus intelligents*, dont le titre en anglais dit toute l'ironie : *The Best and the Brightest*. L'ouvrage, publié en 1972, est une enquête sur le syndrome de la grosse tête chez les jeunes surdiplômés qui entouraient Kennedy à la Maison-Blanche et les erreurs de jugement qui en découlèrent. Assurément, comparaison n'est pas raison, mais une part du prestige élyséen a disparu à l'épreuve du contrôle parlementaire.

Pour que les trois années qui viennent soient utiles à la France, formons donc le vœu que président et gouvernement comprennent pourquoi nos compatriotes ont pris plaisir à les voir mortifiés par deux représentants du vieux monde en cravate. Les usages se vengent toujours des libertés qu'on prend avec eux.